

- **Excellence Monsieur le Président de la République de Sierra Leone,**
- **Messieurs les Premiers Ministres,**
- **Monsieur le Président de la Conférence,**
- **Monsieur le Directeur Général de l'ONUDI,**
- **Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,**
- **Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais en cette occasion solennelle d'ouverture de la 12<sup>ème</sup> session de la Conférence Générale de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), vous transmettre les salutations du Président du Faso, Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE. Par ma voix, il vous renouvelle son engagement constant pour une mondialisation plus humanisée et une coopération industrielle et commerciale juste et équitable pour les pays en développement, en l'occurrence pour les pays à faible revenu.

- **Monsieur le Président,**

Permettez-moi de vous adresser mes chaleureuses félicitations et toute ma satisfaction pour votre brillante élection. J'ai la ferme conviction que sous votre direction avisée, la douzième session de notre conférence générale sera couronnée de succès. La coopération de la délégation du Burkina Faso tout au long de nos délibérations vous est totalement acquise.

Je voudrais également rendre un hommage mérité au Directeur Général de l'ONUDI, Docteur Kandeh YUMKELLA, qui depuis sa nomination à la tête de notre institution en 2005, donne la pleine mesure de son engagement au service non seulement du développement industriel de nos pays mais surtout et plus globalement au service d'un développement durable plus intégré, basé sur le renforcement des capacités et l'ouverture à un marché mondial plus équitable.

Monsieur le Directeur Général de l'ONUDI, mon pays, le Burkina Faso a été honoré au cours de cette année 2007, de vos deux importantes visites.

En effet, du 6 au 8 juin 2007, répondant à l'invitation du Président du Faso, Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE, vous avez participé à Ouagadougou au forum africain sous-régional sur les meilleures pratiques dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, organisé par le Gouvernement burkinabé en partenariat avec MICROSOFT Afrique et la Banque Africaine de Développement.

Ces nouvelles technologies sont aujourd'hui de puissants moyens de rapprochement des pays et des ensembles régionaux. Mais aussi et surtout un levier d'accélération et de renforcement de la coopération commerciale et industrielle. Seulement quatre mois après, du 10 au 12 novembre dernier, vous effectuez au Burkina Faso votre deuxième visite dans le cadre de la conférence internationale consacrée à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest, organisée conjointement par le Gouvernement burkinabé et le Gouvernement autrichien. Nul n'ignore le rôle déterminant de la sécurité et de la paix dans la promotion des investissements.

Monsieur le Directeur Général, je vous remercie très sincèrement pour cette grande marque de considération et de sympathie.

Enfin, il me plaît d'exprimer mes remerciements au Secrétariat de l'ONUDI pour son travail d'information permanente des Etats sur ses activités.

- **Monsieur le Président,**

Les rapports 2005 et 2006 du Directeur Général sur les activités de l'ONUDI illustrent clairement que pendant ces deux années qui se sont écoulées depuis la 11<sup>ème</sup> session de notre conférence générale, notre Organisation s'est honorablement acquittée de son mandat. La confiance entre les Etats membres et l'Organisation s'est renforcée, se traduisant ainsi par des niveaux de recouvrement inégalés et par l'accroissement du nombre de donateurs.

Je voudrais ici réaffirmer tout le soutien de mon pays à l'ONUDI et espérer que cette tendance prometteuse va se poursuivre au profit particulièrement d'une Afrique soucieuse de rompre à jamais d'avec le paradoxe longtemps entretenu, de disposer d'importantes richesses naturelles et d'être en même temps, le lieu où la pauvreté sévit sur une grande partie des populations.

- **Monsieur le Président,**

Le continent africain nourrit aujourd'hui en toute légitimité l'ambition de saisir les larges opportunités qu'offre la mondialisation, pour consolider les bases de sa croissance en vue d'un développement harmonieux et durable. Des perspectives économiques de plus en plus favorables (5,5 % de croissance attendue en 2007) établies par des institutions spécialisées de renommée, l'y autorisent.

C'est vrai, les progrès accomplis dans la stabilisation de la situation macroéconomique dans la majeure partie du continent africain ont contribué à éclaircir ces perspectives économiques.

Il reste néanmoins que, nous africains, devons encore mieux assurer la meilleure gouvernance de nos Etats, gage de la stabilité politique. Nous devons surtout nous débarrasser des lourdes bureaucraties parfois inutiles et autres rigidités administratives, pour créer les conditions propices aux affaires. Sur ce plan le continent amorce timidement le tournant à en croire le dernier rapport "**Doing Business 2008**" de la Société Financière Internationale (SFI). Enfin, nous devons soutenir ce dispositif macroéconomique en créant des infrastructures économiques, car en Afrique, les routes, les voies ferrées, les aéroports, les ports et l'espace aérien connaissent de réelles difficultés de gestion plus qu'ailleurs. Or, il est établi que globalement en Afrique au sud du Sahara, chaque jour de délai supplémentaire de transport, réduit d'environ 1% les volumes d'exportation sur les marchés internationaux.

Bien sûr que cela exigera de nous une bonne organisation et d'importantes ressources que seuls nos Etats ne pourront supporter. Nous devons compter sur la solidarité internationale à travers un partenariat dynamique comme le recommande du reste, le pacte du millénaire pour le développement à l'horizon 2015. A cet effet, j'en appelle

encore du haut de cette tribune, à la conscience de tous à une solidarité plus agissante et à des échanges plus équitables par la rétribution plus juste de nos matières premières.

- **Monsieur le Président,**
- **Honorables délégués,**

Mon pays, le Burkina Faso entretient la ferme conviction que c'est cette voie qui nous permettra des avancées significatives pour venir inévitablement à bout de la pauvreté avilissante qui assaille nos populations.

Aussi, depuis plus d'une décennie et demie, sous le leadership bien avisé du Président du Faso, Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE, le Burkina a entrepris d'importantes réformes au plan politique, économique et sociale avec l'appui de la communauté de nos partenaires au développement à laquelle j'exprime ici, tous mes sentiments de gratitude.

Au prix de ces réformes soutenues, l'économie burkinabé connaît un rythme de croissance régulière de l'ordre de 6% en moyenne par an depuis près d'une décennie, malgré de rudes chocs extérieurs qui se sont particulièrement caractérisés ces dernières années, par l'explosion du prix du pétrole. Bien sûr, nous demeurons conscients de la fragilité d'une telle embellie économique qui repose sur une base de production peu diversifiée et à faible productivité.

C'est pourquoi, en même temps que d'importants efforts sont consentis pour restructurer et rendre plus compétitive la filière cotonnière qui contribue pour près de 20% à la formation du produit intérieur brut et constitue la principale source de revenu pour 17% de la population burkinabé, des mesures sont prises pour diversifier nos exportables agropastoraux et renforcer nos capacités productives et de transformation.

Le Burkina Faso poursuivra les réformes économiques et structurelles nécessaires pour rendre davantage attractif l'environnement des affaires. Les récents résultats tangibles obtenus dans le domaine de la facilité de faire des affaires, lui ont valu de compter parmi les cinq premiers pays réformateurs d'Afrique au sud du Sahara selon le rapport "**Doing Business 2008**" que j'ai cité tantôt. Nous accueillons cette distinction avec fierté, en

même temps que nous mesurons les exigences d'approfondissement qu'elle nous impose.

Dans cette optique du reste, outre le cadre de concertation Gouvernement/Secteur privé institué depuis 2001 et qui a amplement facilité la mise en œuvre de certaines mesures, le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE a jugé nécessaire d'instituer un conseil Présidentiel de l'investissement dont l'objectif essentiel est de renforcer le rôle du secteur privé dans le processus de développement. Il importe aussi de faire ici mention de l'organisation du 5 au 6 novembre 2007, avec l'appui de nos partenaires techniques dont l'ONUDI des Etats généraux de l'industrie afin de procéder à un profond diagnostic et de suggérer des mesures de relance.

Toutefois, il importe de relever que le dynamisme actuel de l'économie burkinabé traîne comme un boulet, le coût élevé de l'énergie. C'est pourquoi le Burkina Faso est très attentif aux différentes initiatives qui se mettent en œuvre pour trouver des alternatives. A cet effet, nous nous associons à celle consistant à développer le biocarburant à travers l'utilisation du jatropha et des sous-produits du coton. De telles initiatives contribueront sans aucun doute à la préservation de notre écosystème et à la limitation des effets de serre à l'origine du réchauffement de la terre dont les manifestations sont très diverses au plan planétaire.

- **Monsieur le Président,**

Ce sont là autant de challenges que mon pays entend réussir. C'est pourquoi le développement du capital humain est la première priorité exprimée dans le programme politique du Président du Faso "**Le progrès continu pour une société d'espérance**".

A cet effet, notre Parlement a adopté en juillet 2007, la loi d'orientation de l'éducation qui introduit des réformes fondamentales dans le système éducatif pour le rendre plus cohérent et plus en adéquation avec les besoins de l'économie nationale. Une politique spécifique de l'enseignement technique et de la formation professionnelle est en cours de formulation, c'est une exigence du moment.

La qualité des ressources humaines est aussi fonction de leur état de santé. Le SIDA n'épargne aucun secteur d'activité et frappe particulièrement les actifs jeunes. A la faveur d'une importante mobilisation sociale, les statistiques les plus récentes décrivent une stabilisation de la pandémie. Malgré tout, nous devons développer une veille constante.

- **Monsieur le Président,**
- **Monsieur le Directeur Général de l'ONUDI,**

J'apprécie la qualité de la coopération technique industrielle entre l'ONUDI et le Burkina Faso qui s'exprime à travers un programme d'appui à l'initiative privée et au renforcement des capacités des entreprises agro-industrielles.

Ce programme intégré qui est à sa deuxième phase a produit des résultats substantiels dans différentes filières (textile, cuir et peau, lait). Toutefois en raison des récentes priorités nationales de mettre l'accent sur la compétitivité industrielle au regard des exigences internationales en la matière, ce programme devra être recentré. Nous saluons à cet effet, la disponibilité déjà manifeste de l'ONUDI.

Je relève aussi avec grande satisfaction que notre préoccupation majeure de diversification des exportables agricoles a retenu l'attention de l'ONUDI, j'en veux pour preuve le processus de formulation en phase finale du projet de renforcement des capacités productives et commerciales des fruits et légumes, en particulier du haricot vert en collaboration avec l'Italie.

Enfin, je voudrais saluer l'initiative que votre Organisation a prise en faveur du coton et je souhaiterais qu'elle se traduise davantage par un appui concret aux activités de transformation comme celui que l'ONUDI va apporter au Burkina Faso et au Mali en collaboration avec le Fonds commun des produits de base. A cet effet, je lance ici un appel aux partenaires bilatéraux et multilatéraux à s'associer à cette initiative.

- **Monsieur le Président,**

Le Burkina Faso a foi en l'ONUDI. C'est pourquoi, ma délégation est reconnaissante aux Etats, qui par des contributions volontaires, lui permettent de répondre à ses priorités thématiques notamment l'environnement et l'énergie, le renforcement des capacités productives et commerciales et la réduction de la pauvreté.

Le Burkina Faso est de la grande famille des pays les moins avancés (PMA). Ce groupe vient ici même de tenir une conférence ministérielle sur le thème : « Comment l'aide au commerce peut-elle transformer les PMA » dont la réunion préparatoire s'est tenue à Ouagadougou en septembre 2007. La mise en œuvre effective des recommandations qui en sont issues permettront, j'en suis persuadé, de renforcer les capacités commerciales de ces pays les rendant plus à même d'affronter le marché mondial.

S'agissant de marché, en principe l'année 2007 devrait s'achever avec la conclusion d'accords de partenariat économique entre l'Union Européenne (UE) et les Etats d'Afrique, des Caraïbes et des Pacifiques (ACP).

Le Burkina Faso croit en l'intégration économique régionale comme espace d'émulation et de renforcement de la compétitivité des entreprises nationales dans la perspective de la compétition mondiale. C'est pourquoi, il reste solidaire de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de sa position suggérant de poursuivre la réflexion et le dialogue afin d'aplanir les différents obstacles à la conclusion d'un APE mutuellement profitable, susceptible de contribuer à la lutte contre la pauvreté et au développement socio-économique véritable des régions et du continent africain.

En conséquence, il me semble indiqué d'aborder encore avec beaucoup de sérénité dans l'intérêt bien compris de toutes les parties, toutes les questions pendantes et d'y trouver des solutions appropriées. Il s'agit entre autres de :

- l'absence à ce jour d'un projet commun fiable de transition en toute sécurité juridique qui pourrait être mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2008 ;

- la définition précise des mesures d'accompagnement de l'APE et des programmes d'amélioration de la compétitivité des économies régionales, ainsi que celle des sources de financement ;
- les modalités d'évaluation de l'impact fiscal net et des mécanismes de compensation ;
- les cadres de suivi-évaluation.

Aussi, nous restons confiants qu'un accord minimum peut être obtenu dans des délais raisonnables puisque le diagnostic de même que les orientations souhaitables sont connus.

Terminant mon propos, je voudrais réitérer mes remerciements à l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industrielle. Je demeure persuadé que par ses actions soutenues, l'ONUDI accompagne le continent africain vers une véritable efficacité économique et une compétitivité industrielle renforcée.

Je souhaite plein succès à nos travaux.

**Je vous remercie.**